

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

**ACCORD DU 6 JUILLET 2007**  
**RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS**  
**DÉPLACEMENTS À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2007**  
**(POITOU-CHARENTES)**

NOR : *ASET0750886M*  
IDCC : 1596

Entre :

La fédération française du bâtiment Poitou-Charentes ;  
Les fédérations départementales du bâtiment du Poitou-Charentes ;  
La CAPEB Poitou-Charentes ;  
Les CAPEB départementales du Poitou-Charentes ;  
La fédération régionale des SCOP du BTP Poitou-Charentes,

D'une part, et

La CFTC ;  
La CGT ;  
La CGT-FO ;  
La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du titre VIII, chapitre I<sup>er</sup>, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du

bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Poitou-Charentes.

## Article 2

Pour la région Poitou-Charentes, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article VIII-18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE (en kilomètres)	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ DE FRAIS de transport	INDEMNITÉ de trajet
Zone 1 a (0 à 5 km)	7,90	0,58	0,55
Zone 1 b (5 à 10 km)	7,90	1,26	0,89
Zone 2 (10 à 20 km)	7,90	2,50	1,76
Zone 3 (20 à 30 km)	7,90	3,86	2,86
Zone 4 (30 à 40 km)	7,90	5,65	3,95
Zone 5 (40 à 50 km)	7,90	7,73	5,29

## Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

## Article 4

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 et 2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction des relations du travail, dépôts des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Niort.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

## Article 6

Il est précisé que l'ouvrier qui travaille dans la zone 1 a et qui bénéficie en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à 1 heure 15 minutes est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle. Dans le cas contraire, il convient, afin de bénéficier de l'indemnité de repas, qu'il en rapporte la preuve par tous moyens à sa disposition.

Fait à Niort, le 6 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)